

## Communiqué de presse

Luxembourg, le 28 septembre 2023

### Les enjeux des élections législatives pour la coopération internationale

Les élections législatives du 8 octobre 2023 auront un impact direct sur les pays dudit « Sud global ». Justice fiscale, justice climatique, politique économique, mode de vie et formes de consommation : de nombreuses décisions et démarches entreprises au Luxembourg et en Europe ont des implications globales et des conséquences importantes pour les pays qualifiés « en développement ou les moins avancés ». En vue de cette réalité, le Cercle de Coopération des ONGD et de nombreux autres acteurs de la société civile luxembourgeoise ont intensifié leur travail de plaidoyer en 2023. Lors d'entrevues avec des partis, des député.e.s et des ministères, le Cercle et des plateformes auxquelles il participe (Votum Klima, Initiative pour un Devoir de Vigilance, Ronnen Desch, Meng Landwirtschaft et la Coalition Finance Durable) ont pu mettre en avant les enjeux de ces élections pour la coopération internationale et leur soumettre des recommandations pour la prochaine période législative.

Les quatre recommandations les plus importantes avancées par le Cercle au sujet de la coopération internationale sont :

1. Assurer une vraie cohérence des politiques pour le développement. Selon le spillover index des Nations Unies, le Luxembourg a une des performances les plus négatives globalement en termes d'effets néfastes de ses politiques sur le développement durable d'autres pays. Parmi les nombreux points à soulever dans ce contexte, le Cercle souhaite souligner la nécessité de poursuivre une justice fiscale internationale et éviter que l'optimisation fiscale rendue possible par la législation luxembourgeoise ne porte atteinte aux budgets publics des pays désignés en développement et les moins avancés.
2. Renforcer et promouvoir la souveraineté alimentaire. Au-delà de la simple sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire permet à un pays d'assurer de manière autonome l'alimentation de sa population. Pour les ONGD luxembourgeoises, l'agroécologie est essentielle pour aboutir à la souveraineté alimentaire en respectant l'environnement et les ressources locales et devrait profiter d'un soutien conséquent de la coopération luxembourgeoise.
3. Soutenir la société civile et les droits humains. Le nombre de pays tombant sous des régimes autoritaires s'accroît de plus en plus et avec lui la répression envers les organisations de la société civile (OSC), la poursuite de dissident.e.s politiques et les violations des droits humains, y inclut avec des politiques migratoires restrictives et inhumaines. Près de la moitié des pays partenaires de la coopération internationale du Luxembourg ont subi un putsch militaire depuis 2022. Dans ce contexte, il est essentiel que la coopération luxembourgeoise maintienne sa présence dans les pays touchés et continue de soutenir (in)directement les OSC. Les ONGD salueraient la création d'une stratégie en matière de droits humains par la

Direction de la coopération, à l'image des stratégies genre, finance inclusive et innovative, ainsi qu'environnement et changement climatique publiées en 2022.

4. Réglementer l'implication du secteur privé dans la coopération internationale. Les acteurs du secteur privé (commercial) sont de plus en plus impliqués dans la coopération internationale. Au Luxembourg, l'appel à ce secteur et notamment aux acteurs de la place financière est promu comme une mise en valeur des savoirs et compétences de l'économie luxembourgeoise et comme un levier et une source importante de financement pour le développement international. Alors que les ONGD saluent la mobilisation d'une grande diversité d'acteurs dans la coopération internationale, ils considèrent comme essentiel un monitoring et une réglementation forte et contraignante de tous les acteurs en termes d'impact sur l'éradication de la pauvreté, de la protection et promotion des droits humains, et de la transparence des activités et finances. Dans ce contexte, l'implémentation d'un devoir de vigilance au Luxembourg qui inclura aussi le secteur de la finance est fondamental.

Le Forum Politique du Cercle de Coopération (regroupant les ONGD actives dans le domaine du plaidoyer et travail politique) se réjouit de voir la large majorité des partis appuyer l'objectif de dédier 1% du revenu national brut à l'aide publique au développement en respectant le principe d'additionnalité, et de retrouver des engagements forts pour la lutte contre la pauvreté, pour le renforcement de la résilience climatique et pour la protection des droits humains dans les programmes électoraux. Il constate cependant avec regret que nombre des revendications énumérées ci-dessus sont absentes de la plupart des programmes. Les partis accordent généralement peu d'attention à l'impact global des politiques domestiques, surtout en ce qui concerne les conséquences négatives du régime fiscal du Luxembourg sur les économies des pays du Sud.

Si les acteurs de la société civile luxembourgeoise se coordonnent étroitement et sur diverses plateformes afin d'assurer une cohérence de leurs engagements, la cohérence des politiques pour un développement durable n'est poursuivie qu'avec peu de conséquence au niveau gouvernemental. Les diverses instances impliquées sont d'accord que des indicateurs et méthodes de coordination et d'évaluation performantes et contraignantes dans ce domaine manquent. De plus, un mécanisme de correction des incohérences constatées fait autant défaut qu'un budget dédié à un suivi permanent et à une gouvernance robuste de la cohérence des politiques.

Les élections législatives du 8 octobre décideront du futur du Luxembourg et de son impact sur le monde. Si le Luxembourg est un acteur ambitieux dans le domaine de la coopération internationale, qui peut être fier de nombre de ses engagements, il est aussi un acteur qui doit répondre de l'impact de son mode de vie et de son rôle dans l'économie globale, notamment dans le secteur de la finance. Les ONGD suivront de près les probables négociations d'un nouvel accord de coalition et la rédaction du prochain programme gouvernemental, et espèrent que les projets entamés seront à la hauteur des urgences de notre époque et de la responsabilité globale de notre pays.

Contact: Sebastian Weier [sebastian.weier@cercle.lu](mailto:sebastian.weier@cercle.lu) +352 26 02 09-22